



REGLEMENT DE CONSULTATION
N° PAO-B24-05952-CM
Fourniture de Poudre LSM

Etapes de la procédure	Calendrier (date limite)
Date limite de remise des offres	7 mars 2025, 16h00

**Le cahier des charges sera remis dès réception de
l'engagement de confidentialité paraphé et signé par les
candidats.**

**Un échantillon doit être fourni dans les conditions détaillées à
l'article 5.3 du présent règlement de consultation.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ	3
1.1 - OBJET	3
1.2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION	3
2.1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2.2 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONFIDENTIALITE DU CAHIER DES CHARGES	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - PROCEDURE	4
3.1.1 - <i>Généralités</i>	4
3.1.2 - <i>Groupement momentané d'entreprises</i>	4
3.1.3 - <i>Variantes</i>	4
3.2 - QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES.....	4
3.3 - CONDITIONS DE PRIX	5
3.4 - CONFIDENTIALITE	5
3.5 - VALIDITE DES OFFRES.....	5
3.6 - UTILISATION DE LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DU CEA (PLACE)	5
ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE	5
4.1 - DOSSIER « CANDIDATURE » :	5
4.2 - DOSSIER « OFFRE » :	6
4.2.1 - <i>Offre administrative</i> :	6
4.2.2 - <i>Offre technique</i> :	6
4.2.3 - <i>Offre commerciale</i> :	7
ARTICLE 5 - REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES	7
5.1 - DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
5.2 - FORME DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.2.1 - <i>Version dématérialisée</i>	7
5.3 - FORME ET CONDITION DE REMISE DES ECHANTILLONS	7
5.4 - MODALITES D'INDEMNISATION DES SOUMISSIONNAIRES POUR LES ECHANTILLONS.....	8
ARTICLE 6 - VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	8
6.1 - VERIFICATION DES CANDIDATURES.....	8
6.2 - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES.....	8
ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9
8.1 - INTERLOCUTEUR TECHNIQUE.....	9
8.2 - INTERLOCUTRICES COMMERCIALES	9
ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS.....	9

ARTICLE 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ

1.1 - Objet

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative à la **fourniture de poudre LSM** (Lanthane Strontium Manganèse) pour les besoins du CEA Grenoble.

1.2 - Forme de l'accord-cadre

Chacun des deux lots donnera lieu à la mise en place d'un **accord-cadre** qui s'exécutera par l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R.2162-14.

L'accord cadre est mono-attributaire avec un montant maximum fixé à 220 000 € HT.

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de **24 mois**, avec deux années supplémentaires en tranches optionnelles.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION

2.1 - Dispositions générales

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation,
- l'engagement de confidentialité n° PAO-B24-05952-CM, qui devra être retourné paraphé et signé au CEA pour permettre l'obtention du cahier des charges
- les prescriptions techniques et leurs annexes (cahier des charges référencé DTCH/CDC/2024/008),
- le projet d'accord-cadre référencé PAO-B24-05952-CM,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (édition janvier 2022) peuvent être adressées aux soumissionnaires sur simple demande.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

- Annexe 1 : Dématérialisation de la procédure
- Annexe 2: Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
- Annexe 3 : Scénario financier, non contractuel
- Annexe 4 : Engagement de confidentialité n° PAO-B24-05952-CM

2.2 - Dispositions relatives à la confidentialité du cahier des charges

Le cahier des charges contient des informations confidentielles, il n'est pas disponible en téléchargement sur le site de dématérialisation des marchés de l'Etat PLACE. Il sera remis aux candidats après remise de l'engagement de confidentialité via l'outil « **poser une question** » de la plateforme PLACE (annexe n° 4 du présent règlement de la consultation) dûment signé par la personne habilitée.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure

3.1.1 - Généralités

La procédure retenue **est une procédure adaptée ouverte** en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure.

Votre entreprise n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elle aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre CEA et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet d'accord-cadre joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point de l'accord-cadre.

3.1.2 - Groupement momentané d'entreprises

En cas de groupement momentané d'entreprises, celui-ci peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements :
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

3.1.3 - Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises (offre de base).

Le CEA n'autorise pas la présentation de variante.

3.2 - Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)** au plus tard 7 (sept) jours avant la date limite de remise des offres.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

3.3 - Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet d'accord-cadre joint au présent dossier de consultation.

Les prix sont **révisables** pendant la durée de l'accord-cadre.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités à l'article 2 du présent règlement de consultation.

3.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'engagement de confidentialité visé à l'article 2 du présent règlement de la consultation et par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

3.5 - Validité des offres

Les offres demeurent valables pendant une durée de quatre mois à compter de leur date limite de remise.

3.6 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation du CEA (PLACE)

Les modalités d'utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

4.1 - Dossier « Candidature » :

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments suivants :

- le formulaire DC1 (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire.
- le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) (ou équivalent).

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

ou un document unique de marché européen (DUME) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe.

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Capacité technique et professionnelle :

- Une liste des principales livraisons réalisées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

4.2 - Dossier « Offre » :

Le dossier de l'offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

4.2.1 - Offre administrative :

- Les attestations d'assurance civile, professionnelle en cours de validité,
- Le projet d'accord-cadre, et le cahier des charges à titre de documents contractuels, dûment paraphés et signés attestant de l'acceptation de leurs termes par le soumissionnaire.

Documents à produire ultérieurement (au stade de l'attribution de l'accord-cadre) :

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étrangers, datant de moins de six mois.

4.2.2 - Offre technique :

L'offre technique devra présenter les points suivants :

- Mémoire technique : Toutes les caractéristiques de la fourniture proposée, conformément aux exigences du cahier des charges.
- Le délai de livraison ou de mise à disposition de la fourniture (à compter de l'émission du bon de commande par le CEA) détaillé dans le bordereau de prix unitaire (annexe n° 1 du projet d'accord-cadre).
- Un échantillon de matériaux (pot d'un kg).

4.2.3 - Offre commerciale :

Une offre commerciale détaillant le prix unitaire pour chaque fourniture comme indiqué dans le tableau « bordereau des prix unitaires » en annexe 1 du projet d'accord cadre et l'annexe n° 3 « scénario financier », ainsi que les délais associés.

ARTICLE 5 - REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

5.1 - Date limite de remise des candidatures et des offres

Les dossiers des soumissionnaires, comportant **leur candidature et leur offre**, doivent être remis au plus tard le **7 mars 2025 avant 16 heures** (délai de rigueur).

Tout dossier reçu après cette date sera écarté d'office.

5.2 - Forme de remise des candidatures et des offres

5.2.1 - Version dématérialisée

Les soumissionnaires transmettent leur offre via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Il est demandé de respecter les formalismes de présentation des fichiers d'offres et de candidature indiqués aux paragraphes 3.1 et 3.2 de cette annexe 1.

Il est précisé qu'en cas de remise d'une offre via la plateforme de dématérialisation des appels d'offres du CEA, l'offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

Copie de sauvegarde

Si le candidat choisit une transmission dématérialisée, il peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse suivante :

CEA Grenoble
Service des Marché et Achats
17, avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE Cedex 09
A l'attention de Camille MOREAU – Pièce 402G

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

Rappel :

Les opérateurs économiques ont l'obligation de déposer leurs candidatures et offres par voie électronique sur PLACE, sauf dans les cas prévus par l'article R 2132-12 du Code de la Commande Publique.

5.3 - Forme et condition de remise des échantillons

Les échantillons devront être adressés à l'adresse suivante :

Benjamin FOURNEL
Bât.G2 – 206
CEA Grenoble
LITEN/DTCH
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE CEDEX 9

Tout dossier pour lequel la remise d'échantillon parviendra au CEA après la date de remise des offres sera écarté d'office.

Si ces éléments sont remis par courrier, ce dernier doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Si votre dossier est remis par porteur spécial, il doit être déposé entre 8h00 et 16h00, dans le strict respect du délai mentionné ci-dessus et contre remise d'un récépissé. Dans ce cas, afin de procéder aux formalités d'entrée sur le site, les soumissionnaires doivent prendre contact **au moins sept jours ouvrés** avant la date de remise des plis avec Monsieur Benjamin FOURNEL.

5.4 - Modalités d'indemnisation des soumissionnaires pour les échantillons

Pour tous les dossiers conformes au présent dossier de consultation, le montant de la prime est fixé à la somme forfaitaire et ferme de **800 € HT** par dossier.

En cas de dossier incomplet ou jugé insuffisant ou encore ne répondant pas au présent dossier de consultation, cette prime pourra être réduite, voire supprimée, après avis motivé du CEA.

ARTICLE 6 - VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 - Vérification des candidatures

Le CEA vérifiera que les candidats satisfont aux conditions de participation indiquées ci-avant.

6.2 - Critères de sélection des offres

L'offre du soumissionnaire sera analysée lot par lot conformément aux critères de sélection pondérés suivants :

- Prix des fournitures sur la base d'un scénario financier : 50 %
- Résultats des tests sur échantillons : 45 %

Le CEA réalisera des tests sur échantillons pour vérifier :

- La capacité à être intégré dans une barbotine,
- La qualité du coulage en bande,
- Les dimensions des bandes obtenues,
- La conductivité.

- Délais de livraison : 5 %

A cet effet, le soumissionnaire veillera à bien préciser et/ou développer dans son offre les points concernant ces critères.

Le CEA se réserve la possibilité de recevoir les soumissionnaires pour obtenir des explications complémentaires sur leur offre.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

Conformément à l'article L. 2141-1 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire de l'accord-

cadre qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du accord-cadre et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par :

8.1 - Interlocuteur technique

- Benjamin FOURNEL – LITEN/DTCH - Tél. : 04.38.78.10.09
Email : benjamin.fournel@cea.fr

8.2 - Interlocutrices commerciales

- Marlène LOZANO-PALACIOS - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.37.21
Email : marlene.lozanopalacios@cea.fr
- Isabelle BOREL – Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.13.36
Email : isabelle.borel@cea.fr

ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relative à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

oooOooo